

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 39 • 1^{er} OCTOBRE 2021 • CHF 3.-

L'initiative pour améliorer les conditions de travail des infirmières au vote page 3



Chez la machine Facebook de Mark Zuckerberg, du clic coûte que coûte page 6



La Centrale sanitaire suisse fête ses 80 ans page 4

Mini-taxe sur les grandes fortunes

GENÈVE • L'échec de l'initiative fédérale 99% ce week-end ne les a pas refroidis. L'Alternative et les syndicats lancent une initiative cantonale pour une imposition temporaire des grandes fortunes nettes de plus de 3 millions.

«L'initiative fiscale de la jeunesse socialiste pour les 99% a reçu un meilleur accueil à Genève que dans le reste de la Suisse. Il y a un an, les Genevois approuvaient le salaire minimum et l'initiative zéro pertes. Nous pensons qu'il y a un espace pour lancer une initiative cantonale pour taxer temporairement les plus grosses fortunes», lance Davide de Filippo, président la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS).

Le principe de ce nouveau texte, qui doit réunir 5300 signatures d'ici 4 mois? «Notre initiative propose d'instaurer un impôt de solidarité limité dans le temps (10 ans) sur les très grandes fortunes. Il s'agit d'un impôt de 5 pour mille (0.5%) sur la part de la fortune imposable supérieure à 3 millions de francs. En outre, elle réduit les manques à gagner dus au «bouclier fiscal» (instauré en 2001, ndlr), qui permet aux très grosses fortunes d'échapper à une partie de l'impôt et qui fait actuellement perdre 173 millions de francs à l'Etat et 40 millions aux communes (chiffres de 2018).

Pour ce faire, le calcul du rendement net de la fortune dans ce bouclier sera fixé au moins à 2% au lieu de 1%. Afin de ne pas pénaliser les petits.e.s propriétaires et les artisan.es, nous avons prévu de tripler le montant des déductions sociales», précise Pierre Eckert, député des Vertes, qui a sorti force chiffres à l'occasion de la conférence de presse de lancement de l'initiative. Au passage, il rappelle que l'imposition maximale sur la fortune est actuellement de 1%.

Faire face à la crise

«A terme, les recettes de cet impôt pourraient rapporter 350 millions à l'Etat, 85 millions aux communes, dont 35 pour la Ville de Genève. Ce qui permettrait de faire face à la crise liée au Covid ou au déficit budgétaire. Avec notre initiative, qui n'est pas aussi ouverte que celle de la JSS, nous pourrions éviter une campagne de fake news de la droite et du patronat», estime Alexander Eniline, président du Parti du Travail. Pour Quentin Stauffer, représentant du SSP et selon Françoise Weber du Cartel intersyndical du personnel de l'Etat, les ressources fiscales permettront de renforcer les services publics pour répondre aux besoins de la population.

«Il est urgent d'investir dans l'école, les hôpitaux ou le social. Les fonctionnaires ne peuvent servir systématiquement de valeurs d'ajuste-



L'initiative, qui prévoit aussi des déductions fiscales pour certaines catégories, rapporterait 350 millions à l'Etat.

Timothy Krause

ment budgétaire», signale le premier, faisant allusion aux projets de blocage des annuités pour 2022 dans les budgets de la Ville ou du Canton. «Les services publics sont toujours en première ligne. Renforcer les prestations, cela signifie aussi renforcer la protection des salarié.es du secteur privé. Un service public fort profite à toutes et tous les salarié.es et pas uniquement aux employé.es de la fonction publique. Il est donc essentiel de trouver de nouvelles sources de revenus plutôt que de chercher à raboter des services déjà sous tension et sur-exploités», estime la seconde.

Réchauffement climatique et pauvreté

Pour Thomas Vachetta, de solidaritéS – Ensemble à gauche, ces rentrées fiscales additionnelles pourraient aussi servir à financer la lutte contre le réchauffement climatique. «Des moyens supplémentaires sont nécessaires pour rénover l'habitat, réduire le trafic, en renforçant une offre de transports publics gratuits, pour développer une énergie propre et locale ou réduire les émissions de l'aéroport», préconise-t-il. Plus globalement, il importe de renforcer la paix sociale, la sécurité, le bien-être de la population ou la solidarité, souligne Sylvain Thévoz du Parti socialiste. «L'Etat ne doit pas être affaibli, comme cela est le cas

suite aux différentes réformes fiscales comme la réforme fiscale cantonale RIE 2 ou la Réforme fiscale et financement de l'AVS (RFFA) et alors que la droite prévoit de supprimer la taxe professionnelle, ce qui ferait perdre 100 millions à l'Etat et 100 millions aux communes. D'autant plus que la pauvreté n'a quant à elle jamais été aussi présente dans notre canton. Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale a fortement augmenté et la durée de prise en charge de ceux et celles-ci s'est allongée. De plus en plus de personnes doivent faire appel aux subsides pour payer leurs primes d'assurance maladie. Les ménages s'endettent pour continuer à payer leurs factures alors que leurs revenus ont fondu. Le chômage a augmenté, en particulier chez les jeunes. Rappelons encore que les élèves en difficultés ont très fortement souffert de la fermeture des écoles et que des milliers de personnes ont dû faire appel à l'aide alimentaire offerte par le tissu associatif pour nourrir leur famille. Selon l'OCSTAT, le risque de pauvreté touche 18.5% de la population à Genève, alors qu'il est de 15.7% en moyenne en Suisse», relève-t-il.

Répartition inégalitaire

Sur la base d'une étude de l'Administration fédérale des contributions sur l'évolution de la richesse en Suisse

entre 2003 et 2015 et de ses propres calculs, Jean Batou, membre de Résistons! – Ensemble à gauche rappelle quelques faits têtus. «Les cantons de Schwytz, d'Obwald et Genève sont ceux où la fortune a crû le plus durant ces années, mais dans notre canton, elle est la plus inégalement répartie» précise-t-il en préambule.

«Entre 2011 et 2018, les recettes d'impôt sur la fortune sont passées de 254 millions à 517, soit une augmentation de 102%, le double. Les fortunes imposables de plus de 3 millions ont passé de 21 milliards à 60, soit une augmentation de 177% ou de 16,5% par an. On nous raconte des histoires quand on prétend que les super-riches vont s'en aller», a-t-il analysé. «En 2011, 2000 contribuables bénéficiaient du bouclier fiscal. Ils sont aujourd'hui près de 7000. Il s'agit d'un véritable outil d'optimisation fiscale cantonal», ajoute Pierre Eckert. En août dernier, une taxe temporaire de solidarité Covid était refusée dans le canton de Neuchâtel par le Grand Conseil, mais pas de quoi faire vaciller les initiants. «A Genève aussi la majorité du parlement est de droite. C'est pourquoi nous voulons en passer par le peuple pour ouvrir une discussion sur le thème de ces inégalités», estiment-ils en cœur. ■

Joël Depommier



IL FAUT LE DIRE...

La grande braderie des impôts

La droite a de l'appétit dans sa volonté de réduire les ressources fiscales publiques. Et ce n'est pas sa confortable victoire contre l'initiative 99% des Jeunesse socialiste ce 26 septembre qui la fera lâcher la bride de ses ambitions de restreindre drastiquement toute forme d'imposition, quitte à assécher l'Etat social. Il y a quelques semaines, les chambres ont décidé de faire sauter le droit de timbre sur les actions, une taxe frappant l'émission et le commerce de titres. Selon la gauche et les syndicats, qui ont lancé un référendum contre cette mesure – déposé cette semaine fort de 65'000 paraphes, cette suppression occasionnerait 150 millions de pertes pour les caisses fédérales.

Rebelote la semaine dernière. Dans le sillage du Conseil fédéral, le Conseil des Etats a décidé d'en finir avec l'impôt sur la valeur locative tant au niveau fédéral que cantonal. Ce revenu fictif – d'une valeur de 60 à 70% du loyer annuel qu'un propriétaire toucherait s'il louait son bien – est ajouté à sa fortune lorsqu'il habite dans son propre logement. Le manque à gagner oscillerait entre 600 millions et 1,6 milliard par année, une paille!

Mais ce n'est pas assez pour les tenants de la dérégulation. Cette semaine, le Conseil national s'est dit favorable à la suppression de l'impôt anticipé sur les intérêts des obligations d'entreprises suisses et la fin du droit de timbre de négociation sur les obligations suisses. A court terme, la réforme entrainera une baisse unique des recettes d'un milliard de francs. Chaque année, la première coupe conduirait à une perte d'environ 200 millions, la seconde à une baisse de recettes estimée à 25 millions de francs. Prochaine étape pour cette droite sans scrupule: la suppression de tous les autres impôts sur les ventes et surtout – du droit de timbre sur les assurances, un cadeau fiscal de deux bons milliards de francs.

Le bon peuple, qui voit la taxe TVA augmenter pour renflouer l'AVS ou son épargne fondre à coups d'intérêt négatif devrait applaudir. Il est dorénavant l'heure de dire stop à ces attaques qui visent à ratiboiser le socle fiscal de l'Etat au seul profit des actionnaires et Des couches supérieures.

Joël Depommier

Bond vers l'égalité, maintien des inégalités

VOTATIONS • Après des années de lutte, le mariage s'ouvre à tous les couples. Pour l'égalité fiscale entre travail et capital, il faudra encore attendre.

Enfin! C'est ce qu'ont dû se dire nombre d'hommes et de femmes à l'issue du scrutin de dimanche dernier, qui place sur un pied d'égalité devant la loi leur couple et celui des personnes hétérosexuelles. Cela notamment dans les domaines de la naturalisation, de l'adoption et de l'accès à la procréation médicalement assistée. Avec plus de 64% de «oui» à la modification du code civil ouvrant le mariage à tous et toutes, la Suisse rejoint le club de la trentaine de pays dans le monde autorisant le mariage entre personnes du même sexe.

«Cela constitue une avancée majeure pour une société plus égalitaire et plus juste, un résultat remarquable issu de luttes sur plusieurs décennies, et que le PdT-POP ne peut que saluer», souligne Alexander Eniline, Président du parti genevois. Il ajoute, «nous saluons également le relatif consensus sur cet objet, mis à part l'extrême droite et les milieux obscurantistes, preuve d'un changement de climat idéologique bienvenu».

La lutte continue

Bien que le parti des travailleurs.euses se réjouisse de l'ouverture du mariage plébiscité par le peuple, il n'y voit pas la fin du combat, regrettant en particulier que le relatif consensus autour du mariage ne soit pas allé jusqu'à inclure des enjeux «tout aussi importants».

Ainsi la non-discrimination sur la base de l'identité de genre, les droits et la garantie de l'intégrité corporelle de personnes transgenres et intersexes, une pratique médicale sensibilisée à ces enjeux et plus respectueuse des droits de toutes et tous, ainsi qu'un accueil digne des réfugiés.e.s LGBTIQ+.

Alors que la population permettait au pays de faire un bond vers l'égalité matrimoniale, elle a parallèlement



«Malgré le non, nous avons réussi à lancer le débat essentiel de l'opposition entre le capital et le travail au sein de la population», estime Thomas Bruchez. 155

refusé l'égalité fiscale. C'est avec plus de 64% des voix qu'elle a rejeté l'initiative visant à «Alléger les impôts sur les salaires» et «imposer équitablement le capital», dite des «99%», de la Jeunesse socialiste suisse (JS). Celle-ci visait à ce que les revenus du capital

soient plus fortement imposés lorsqu'ils sont élevés. Ainsi, lors du calcul de l'impôt, les parts du revenu du capital dépassant un certain montant auraient été pondérées plus fortement et comptées une fois et demie, chaque franc dépassant ce montant

aurait été imposé comme s'il s'agissait de 1fr50.

La JS estime avoir lancé un débat «fondamental», même si la campagne de la droite «avivant les peurs» l'emporte. «Ce qui a été déterminant, ce n'est pas le rejet de la nécessité d'une

répartition plus équitable des richesses, mais les millions dépensés par la droite dans une campagne répandant des peurs infondées», commente Thomas Bruchez, vice-président de la JS. Ceci à propos de la propagande de l'opposition. Celle-ci visait à faire croire (comme très souvent) que la classe moyenne et les petites entreprises seraient mises à mal. «Malgré le non dans les urnes, nous avons réussi à lancer le débat essentiel de l'opposition entre le capital et le travail au sein de la population», estime le socialiste.

Pour le Président du PdT-POP, qui soutenait l'initiative, «c'est une occasion manquée pour imposer un minimum de répartition des richesses, de mettre un frein à la concentration de la fortune et du pouvoir entre les mains d'une infime minorité devenue inouïe». Il rappelle que tandis qu'un petit groupe de privilégiés accumule des fortunes colossales, «c'est autant de travailleuses et travailleurs qui sont spoliés des richesses que leur travail est seul à produire; c'est autant d'argent qui manque pour les services publics, les prestations sociales, pour faire face à la crise et au changement climatique.»

Initiative lancée

Alexander Eniline reste toutefois convaincu qu'une initiative plus ciblée, c'est-à-dire donnant moins de prise à la désinformation, aurait toutes ses chances. «C'est l'objet de l'initiative commune de la gauche et des syndicats à Genève pour une contribution temporaire de solidarité sur les grandes fortunes, élaborée sur proposition du Parti du Travail, relève-t-il. Elle a été lancée cette semaine (voir page 1)». Avant de conclure affirmant que «la lutte se poursuivra jusqu'à ce que la société devienne réellement égalitaire et respectueuse de toutes les personnes et des droits de toutes et tous». ■

Jorge Simao

Les miettes d'un tas d'or

SANTÉ • Et si les annonces de baisse des primes ne servaient qu'à nous amadouer?

Mardi, Alain Berset était interviewé au 19h30 de la RTS après l'annonce d'une baisse des primes des assurances-maladie de 0,2% à l'échelle nationale. Le journaliste rappelle d'abord au Conseiller fédéral en charge de la santé que la dernière fois qu'une baisse a été enregistrée c'était en 2008, alors que le libéral Pascal Couchepin occupait sa place, avant de lui demander si l'explosion qui avait, à l'époque, suivi la diminution des primes était à craindre à nouveau aujourd'hui. «Non, on n'a pas ce risque. On a vraiment ici le résultat d'un travail de très longue haleine de maîtrise des coûts, de plus de transparence, d'un travail très engagé avec les acteurs. Cela fait d'ailleurs trois ans qu'on est à un niveau faible, voir très faible. On est maintenant légèrement négatif. L'objectif c'est évidemment de rester à un niveau aussi faible que possible avec l'évolution de ces primes», répond alors Mr Berset. Il faut rappeler pour contextualiser cette baisse de 2008 qu'elle intervenait en pleine campagne de l'initiative de 2007 pour la création d'une caisse maladie unique, à un moment où les assureurs avaient intérêt à donner l'impression que la hausse des prix allait être contrôlée après des années de forte augmentation.

Depuis, et après l'échec de l'initiative, le coût des primes n'a cessé de croître et cette fois-ci le contexte est celui d'une accumulation de

réserves qui atteignent le double du minimum légal pour un total de 12 milliards de francs. Quelques jours avant l'annonce des prochaines primes, des compagnies d'assurances se sont engagées à rétrocéder 380 millions de francs à leurs assurés. A ce propos, le journaliste demande si un tel montant ne représente pas «quelques pièces» du «tas d'or» sur lequel les caisses sont assises. «Vous savez ça correspond à un tiers environ des dépenses annuelles des assurances maladie, donc c'est comme si elles avaient de la réserve pour payer les factures pendant quatre mois. C'est évidemment juste qu'elles aient de la réserve, mais elles sont clairement trop élevées aujourd'hui», rétorque le Conseiller Berset. Il ajoute, «on a non seulement pour l'année prochaine cette diminution de 0,2% de la prime maladie moyenne, mais on a encore en plus des remboursements de 380 millions de francs aux assurés au titre de réduction des réserves, la facture finale est donc encore même bien en dessous de ces -0,2%». Des informations qui elles aussi demandent une mise en perspective. C'est ce que propose le Responsable Santé de la Fédération romande des consommateurs dans l'émission *La Matinale*. «Si on prend une prime annuelle de 3500 francs, une baisse de 0,2% c'est 7 francs en moins. Donc de ce point de vue-là on est plus sur une stabilité qu'autre chose. Le poids que pèsent les primes sur les

budgets des ménages ne va pas changer l'année prochaine», explique-t-il. Une critique à laquelle il faut ajouter celle de Philippe Eggimann, président de la Société médicale de la Suisse romande et de la Société vaudoise de médecine, confiée au média en ligne *Heidi News*. «Le compte n'y est pas. Les 380 millions [de réserves rendues] représentent 8-9% des primes perçues en trop chaque année depuis trois ans. Cette baisse de 0,2% prouve une fois de plus la faillite du système alors que les assureurs annonçaient une hausse de plus de 1% il y a quelques jours à peine», s'insurge Mr Eggimann.

Toujours trop élevées

Ajoutons à ces éclaircissements, ceux de la Fédération des médecins suisses. «Pour les foyers à faibles revenus, souvent des familles monoparentales et des retraités, les primes restent cependant encore trop élevées et une aide ciblée, nécessaire. Les mesures indifférenciées que le Conseil fédéral prévoit pour maîtriser la hausse des coûts toucheraient doublement les personnes socialement et économiquement déjà défavorisées», précisent nos docteurs, rappelant que comme ces personnes ont une «charge de morbidité» plus importante et un pouvoir d'achat plus faible pour une prise en charge privée, «elles seraient particulièrement touchées par des restrictions de soins».

C'est peut-être la dernière question du journaliste au Conseiller Berset qui révèle le mieux combien la «baisse», qui n'en est pas vraiment une, n'est que l'écume d'un problème plus profond. En effet, celui-ci demande au «socialiste» qu'est Berset s'il trouve que le «partenariat public-privé» d'assurance est le «meilleur système». A quoi l'intéressé rétorque que ce n'est pas son rôle de répondre, le système ayant été adopté par le peuple il y a une vingtaine d'années. Or celui-ci a été maintenu, comme nous l'évoquions en début d'article, lors du scrutin de mars 2007 sur l'initiative «Pour une caisse unique», initiée par le Mouvement des familles, et soutenue par le Parti socialiste de l'époque. Une campagne où le camp du «non», le lobby des assurances, avait investi plus de 3 millions de francs, dont on ne peut exclure qu'une partie ait été puisée dans les poches des assurés, contre environ 150'000.- pour le camp du «oui»¹. De quoi révéler la volonté d'un système à se maintenir en place par l'argent. Une volonté dans laquelle il persévère aujourd'hui. Ce qui est peut-être la véritable explication de ce qui nous est présenté comme une «baisse», et certainement la cause du renoncement aux soins des plus précaires. ■

Jorge Simao

¹ «Comment on a tué la caisse unique», *Temps Présent*, TSR, 24 novembre 2011

Infirmières en première ligne dans les urnes

SUISSE • On l'a applaudi durant la première vague Covid, mais dorénavant il faut faire plus pour le personnel soignant, estime l'Association suisse des infirmiers (SBK-ASI). Déposée en 2017, son initiative fédérale «Pour des soins infirmiers forts» sera soumise au vote le 28 novembre. Présidente de l'ASI, Sophie Ley revient sur les revendications portées par cette initiative.

En quoi votre initiative va améliorer la condition du personnel soignant? Qui sera concerné par votre texte?
SOPHIE LEY Notre texte vise avant tout à répondre à la pénurie de personnel soignant et aussi à assurer que les personnes qui nécessitent des soins les reçoivent dans des conditions de qualité et de sécurité. Cela passe par la garantie d'améliorer les conditions de travail et les contrats du personnel soignant, mais aussi par la formation en nombre suffisant de personnel – hôpitaux, EMS, infirmier.ères indépendantes – et par leur formation continue. Depuis vingt ans, la situation de pénurie ne s'est pas améliorée. Au cours des dernières années, le Parlement fédéral n'a rien fait pour les soins, ce qui nous a incités à lancer une initiative fédérale, qui fixera un cadre unitaire valable sur tout le territoire.

Est-ce que votre initiative permettra de remédier au manque de personnel?

Le paradoxe actuel est que de plus en plus de personnes requièrent des soins, par le seul fait que le nombre de personnes de plus de 65 ans va presque doubler d'ici 2030, ce qui nécessitera la formation de 65'000 soignants supplémentaires, mais que, dans le même temps, l'on constate que près d'un tiers des infirmier.ères quitte leur profession avant 35 ans. Notre initiative permettra de remédier à la pénurie de soignants et garantir la qualité des soins.

Qu'attendez-vous de mieux avec le principe que «la Confédération édicte, dans les limites de ses compétences, des dispositions d'exécution sur la définition des soins infirmiers pris en charge par les assurances sociales» inscrit dans votre initiative?

Nous voulons permettre que les infirmier.ères puissent facturer directement aux caisses certains soins sans passer par un médecin référent. Cette mesure pratique n'augmentera pas les dépenses



Améliorer les conditions de travail et les salaires fait partie des objectifs de l'initiative.

Gustave Deghilage

de santé, car il est prévu un mécanisme de contrôle devant prévenir une hausse des coûts de la santé et des primes d'assurance-maladie.

Comprenez-vous la position des employeurs, qui ne soutiennent pas votre initiative?

Nous avons entendu des employeurs que les institutions n'ont pas les moyens d'augmenter les nombres de contrats adéquats pour le personnel soignant. Il est pourtant prouvé que si les patients sont mieux soignés, c'est également rentable sur le plan financier. Il vaut la peine d'investir dans

les soins, car ceux-ci permettent de faire directement des économies. Pourquoi? Parce qu'il y a moins de complications, moins d'erreurs, moins d'hospitalisations et un séjour hospitalier plus court. La masse salariale totale du personnel soignant dans les hôpitaux et les cliniques ne représente que 17% du coût total de fonctionnement de ces institutions. Il est prouvé scientifiquement que la qualité des soins est meilleure lorsque 80% des prestations sont assurées par des infirmières et infirmiers.

Pourquoi le contre-projet indirect du Conseil fédéral et du Parlement ne vous satisfait pas?

Le contre-projet indirect affiche des points positifs. Il prévoit que les infirmier.ères pourront facturer certaines prestations directement aux caisses-maladie. Il envisage aussi de financer jusqu'à un milliard de francs la formation et la formation continue, mais seulement sur 8 ans. Mais, il ne prévoit pas de mesures visant à améliorer les conditions de travail et le financement des prestations de soins alors qu'elles permettraient d'augmenter la dotation de personnel. Or, ce sont deux éléments-clés de notre initiative.

Dans votre argumentaire, vous dénoncez notre forte dépendance à l'étranger. Privilégiez-vous une certaine préférence nationale?

Non, mais il est indéniable que notre système de santé dépend de nombreux infirmier.ères titulaires d'un diplôme étranger. Or, bon nombre de pays à notre entourage connaissent eux-mêmes une pénurie de personnel soignant. La vague de Covid, qui a entraîné une fermeture partielle des frontières, a aussi montré qu'on aurait pu connaître une catastrophe, si le personnel soignant avait été interdit d'exercer en Suisse.

Est-ce que les soins restent bons en Suisse?

Ils sont encore, mais si rien n'est fait, notamment en matière de formation de base et continue, d'amélioration des contrats de travail, de possibilités de concilier vie professionnelle et vie familiale, nous pourrions assister à un accroissement encore plus conséquent des abandons de la profession de la part d'infirmier.ères, ce qui nuirait à notre système de santé. C'est pourquoi nous avons besoin d'un OUI à l'initiative sur les soins! ■

Propos recueillis par Joël Depommier

Après les divisions, le temps de l'union?

GENÈVE • Un appel pour la constitution d'une liste unique de la gauche de la gauche aux élections cantonales 2023 a été lancé par des député.es, mais suscite déjà des remous.

Lancé par trois députés (Olivier Baud, solidaritéS, Jean Burgermeister, membre de Résistons!, scission de solidaritéS et Salika Wenger, membre du Parti du Travail) et déjà ratifié par une centaine de signataires, un appel vise à présenter une liste unique de la gauche combative pour les cantonales de 2023. Celle-ci devrait se fonder sur un programme commun, sans exclusives, de toutes les forces qui souhaitent l'élargissement de la présence de la gauche combative au parlement cantonal genevois.

L'appel explique aussi refuser tout a priori sur l'intitulé de cette liste, «même si la référence à Ensemble à Gauche paraît incontournable, l'objectif étant qu'il soit accepté par chacune des formations politiques représentées». «Les résistances qui s'expriment sur le terrain social, en particulier sur les lieux de travail, dans la rue avec la grève féministe, la grève pour le climat et les mouvements antiracistes, etc., ont besoin du soutien d'une gauche politique engagée aux côtés des milieux populaires», justifie l'appel.

L'objectif affiché est d'avoir quinze député.es en 2023 contre neuf actuellement.

L'initiative est loin de plaire à solidaritéS, qui s'est fendu d'un long communiqué pour dire tout le mal que la formation pensait de cette démarche. «L'appel lancé par Résistons à former une liste unie de la gauche sonne faux. Il exprime avant tout la préoccupation, hors-sol, de ce groupe qui – après avoir fait sécession avec solidaritéS et l'avoir publiquement disqualifié – vient invoquer la nécessité d'un rassem-

blement de la Gauche radicale pour assurer l'élection de ses membres... Appeler aujourd'hui à un grand rassemblement de la gauche radicale après l'avoir affaiblie et clivée est inopportun», souligne le texte, qui appelle les membres à ne pas signer l'appel. Pour le Parti du Travail, la question reste en suspens et doit encore être débattue au sein de la formation selon Alexander Eniline, son président. ■

JDr

Budget genevois 2022 décrié par Ensemble à Gauche

Genève vient de présenter son budget 2022, présentant un déficit de 460 millions de francs, mais pas que. Parmi les investissements prévus, figure la proposition d'augmenter le budget d'investissement pour la transition écologique à 600 millions par an pour les 10 prochaines années. Un montant total de 11,1 milliards sera investi entre 2022 et 2031. Ce que saluent les Verts. Pour leur part, les socialistes approuvent aussi les 180 millions supplémentaires investis dans la formation, le social et la santé, mais déplorent le maintien du projet de révision des ratios de cotisations

employeurs-employés au sein de la caisse de prévoyance publique (CEG). Toute autre tonalité du côté d'Ensemble à gauche, qui considère que malgré la nouvelle majorité PS - Verts, le budget 2022 «s'inscrit dans la parfaite continuité des années précédentes.»

«Genève aurait les moyens de mener une politique sociale et écologique»

«Les mesures d'économie sur le dos de la fonction publique sont maintenues ainsi que la politique de «maîtrise des charges» au détriment des besoins de la population, décuplés sous l'effet de la crise», estime la coalition. «Les pro-

jections en matière de rentrées fiscales potentielles montrent que le Canton de Genève aurait largement les moyens de mener une politique sociale et écologique. A condition bien sûr de renforcer l'imposition des grosses fortunes, des dividendes et des grandes entreprises afin de permettre une meilleure répartition des richesses», relève Salika Wenger, députée d'EaG. «Une partie de la solution pourra venir de l'initiative commune des partis de gauche et des syndicats pour une contribution temporaire de solidarité sur les grandes fortunes», souligne-t-elle encore. ■

Réd.

NE: Refus d'une meilleure protection des apprentis

Cette semaine, le Grand Conseil neuchâtelois a refusé une motion populaire des jeunes POP pour que les apprenti.es du canton soient protégés.es de manière adéquate. «Alors même que les études montrent que les cas de dérives sont nombreux dans toute la Suisse, le Conseil d'Etat et les député.es de droite persistent à penser que Neuchâtel est le seul canton préservé de ces problèmes et que les conseiller.ères en orientation peuvent faire du bon travail avec plus de 400 dossiers à charge. L'argument avancé que les cas de harcèlement sexuel ne touchent pas seulement les apprenti.es pour relativiser ce

fléau est tout simplement inacceptable. Certaines filières comme la restauration, la santé ou la vente sont particulièrement touchées», a déploré la députée Sarah Blum. «Nous constatons, avec regret, que nous ne pouvions pas compter sur le soutien du groupe Vert'libéral-Le Centre sur des thèmes aussi importants que la santé et la sécurité des jeunes. C'est donc avec inquiétude que nos député.es l'avenir, voit cette droite majoritaire, fermée au dialogue et incapable de compromis», relève le parti, qui prévoit de revenir avec d'autres propositions. ■

Réd.

L'octogénaire Centrale sanitaire suisse toujours aussi active!

HISTOIRE • Rappelons que la CSS est née en 1937, quelques mois après la fondation de la Centrale sanitaire internationale sous l'égide du mouvement communiste international.

Elle avait pour but de soutenir, sur le plan médical, les Républicains espagnols. La CSS a notamment envoyé en Espagne des médecins et des ambulances. Pendant la Seconde Guerre mondiale, elle s'est engagée aux côtés des maquisards français et des partisans italiens, ainsi qu'en Yougoslavie auprès de l'armée de Tito contre la Wehrmacht. Après une période de relatif sommeil, dû notamment à l'atmosphère anticommuniste régnant pendant la guerre froide, elle renaît en 1964 sous le nom d'Aide au Vietnam, puis à nouveau de Centrale sanitaire suisse. C'est dire que cette organisation ne s'est jamais voulue «neutre». Elle s'est toujours donnée pour mission de soutenir les peuples luttant pour leur indépendance, leur liberté et leur dignité. Alors que la partie allemande a rejoint en 2002 medico international, les sections latines ont pris le nom de Centrale sanitaire suisse romande (1). L'action de celle-ci s'est beaucoup diversifiée, on le verra.

La solidarité écornée

Le 18 septembre, son Assemblée générale a eu lieu, comme chaque année, à Vaux-sur-Morges (VD). Elle a été suivie d'un repas canadien fraternel chez le professeur de médecine honoraire Jean-Pierre Guignard, l'un des «piliers historiques» de la CSSR. Laissons de côté la partie administrative de l'AG, sinon pour dire que Viviane Luisier a décidé, après neuf années, de renoncer à la présidence et a été remplacée par Luisa Sanchez.

Ce fut l'occasion de faire le point sur les actions en cours en 2020, certes affectées par le coronavirus. Mais comme l'a dit la nouvelle présidente, la pandémie «aura surtout permis de réaffirmer que la solidarité est



Formation de sages-femmes traditionnelles au Guatemala, octobre 2020.

© CODECOT

la clé de la réussite en période de crise». Hélas, c'est le moment qu'a choisi la DDC, sous l'impulsion du conseiller fédéral Ignacio Cassis, pour changer les directives de financement. La CSSR recevra donc 70'000 francs de moins... Heureusement, elle pourra toujours compter sur le soutien de la Fédération genevoise de coopération (FGC) et sur celui de la Fédération vaudoise de coopération (FEDEVACO).

Objectif santé

Les actions en cours portent notamment sur la santé maternelle et infantile, dans plusieurs pays d'Amérique latine (Guatemala, Nicaragua, Guatemala, Mexique, Equateur). La CSSR travaille toujours en collaboration étroite avec des partenaires locaux. En Bolivie, elle participe à la lutte contre le SIDA. Autre terrain d'action, la Palestine, où elle propose un soutien psychosocial aux enfants ex-détenus par les Israéliens, et cela sous la forme de dramathérapie. Les participant.es à l'AG ont également eu

l'occasion de visionner un petit film étonnant.

Trois femmes sahraouies qui ont fait des études de biologie en Algérie, élaborent un projet, actuellement au stade expérimental, d'élevage de poissons du Nil en plein désert, où la température monte jusqu'à 50 degrés! Si ces fermes à poissons réussissent, elles contribueront à améliorer la qualité alimentaire de la population sahraouie, mais l'accès à ces réfugiés dans les zones libérées par le Polisario, dans des camps près de Tindouf en Algérie, est extrêmement difficile.

On le voit, malgré ses moyens financiers limités, la Centrale sanitaire suisse romande reste très active et soutient même des projets audacieux. Si vous désirez adhérer à cette association proche des idéaux que défend *GaucheBdo*, voyez son site: www.css-romande.ch ■

Pierre Jeanneret

1 Pour plus de détails, voir: Pierre Jeanneret, *75 ans de solidarité humanitaire. Histoire de la Centrale sanitaire suisse et romande 1937-2012*, Editions d'en bas, 2013, 262 p.

ON NOUS ÉCRIT

S'adresser aux opposants, pas aux convaincus

Pierre Aguet revient sur la campagne en faveur de l'initiative 99%.

Nous sortons de la campagne sur l'initiative dite des 99% qui s'intitulait: «Alléger les impôts sur les salaires». Comme toutes les autres initiatives de ce type lancées par le parti socialiste, elle s'est fracassée contre le mur égoïste de la majorité bourgeoise. Les supporters des 99% se sont bien battus. Ils ont fait d'excellents discours sur les inégalités des revenus et des fortunes, mais ils se sont très peu exprimés sur le but premier de leur initiative. Il n'est pas dans l'ADN du PS de dire du mal de l'imposition directe mais bien de viser une imposition directe plus équitable. Quand le PS évoque les injustices fiscales, depuis toujours, une majorité de Suisses disent non avant même d'avoir écouté le moindre argument. Les socialistes veulent augmenter nos impôts. Point barre. Un cousin banquier et radical réagissait comme cela: «Ils veulent tout nous prendre!» Si l'on s'en était tenu à la seule affirmation: Allégeons les impôts sur les salaires, cette majorité aurait écouté. Elle vise moins d'impôts et moins d'Etat en tendant la main vers cet Etat quand les affaires vont mal et aussi quand elles vont bien.

En mars, un ancien conseiller national a averti de nombreux responsables du PS et ceux de sa jeunesse les invitant à ne concentrer leurs efforts que sur ce seul argument. Il n'a reçu aucune réponse. Il faut dire que c'est un octogénaire et que, de plus, il n'a même pas fait l'université. Cause toujours. S'il s'est senti autorisé à faire cette démarche, c'est qu'il y a 40 ans, il a fait triompher la seule initiative visant à faire payer plus les gens les plus riches

des communes vaudoises. Cette victoire, même ancienne, est la seule sur ce thème que les socialistes ont pu mettre à leur palmarès. Les autres ont passé à la trappe. Après cette victoire, 163 communes vaudoises baissaient leur coefficient. Promesses tenues.

Un ami m'a fait cette réflexion: «Tes bobos... font d'excellents discours sur les inégalités. Ils prouvent que, malgré leur situation de cadres privilégiés, ils sont sincèrement dans le camp des plus humbles. Le résultat des votes passe au second plan et le combat perd en crédibilité. Les convaincus du départ se taisent pour ne pas passer pour les *cons vaincus* d'avance.» Ils ont même tellement oublié la base, qu'ils ont fait leur drapeau de campagne en anglais. Qu'est-ce que Wall-Street vient faire chez nous? Je pense à tous les efforts des militants récolteurs de signatures et à l'argent qu'ils y ont investi. Cette attitude me fait mal.

Le journal du PSV est rédigé par ses mandataires qui s'adressent essentiellement aux cotisants. Cette «feuille de paroisse» est si peu un instrument de lutte que le «Fil rouge» de septembre sort juste après la votation. Un journal de parti doit être fait par les militants (et aussi par les mandataires) et s'adresser à toute la population pour l'inviter à partager leur espérance. Le recul du PS aux nationales, aux cantonales et aux communales ne m'étonne plus. Etre toujours dans le camp des perdants, ça use. C'est d'autant plus regrettable que les mandataires du PSV au Conseil d'Etat ou au Conseil national sont excellentes, efficaces, influentes et qu'ils elles, n'utilisent pas la langue de bois. Si seule la volonté d'abaisser les impôts prélevés sur les salaires avait été mise en avant, les mensonges publiés par les opposants n'auraient pas eu le même impact. ■

Pierre Aguet,
ancien conseiller national
Vevey

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Greta est de retour...

Au milieu de l'été, nous avons été terrorisés par les conclusions du dernier rapport du GIEC annonçant l'Apocalypse si nous ne changions pas immédiatement notre façon de vivre. Créé en 1988 à la demande du G7, le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental pour l'évolution du climat) a pour mission d'évaluer les informations scientifiques, techniques et socio-économiques disponibles, de façon neutre et objective en rapport avec la question du changement du climat. Il est chapeauté par deux instances de l'ONU: l'Organisation météorologique mondiale (OMM/WMO) et le Programme des Nations Unies sur l'Environnement (PNUE), son siège est à Genève. Le GIEC a déjà publié 4 rapports d'évaluation: en 1990, qui a débouché sur la signature au sommet de Rio 92; en 1995, qui a abouti à l'adoption du protocole de Kyoto deux ans plus tard; en 2001, au moment où le président George Bush a décidé de ne pas ratifier Kyoto; en 2014; enfin, en août 2021, à partir de plus de 14'000 études scientifiques. Ce rapport est un «code rouge» pour l'humanité. Le changement climatique est sans précédent et plus rapide que ce que l'on craignait. Chaque 0,5°C additionnel cause, de manière visible, une intensification et une augmentation de la fréquence des extrêmes chaleurs, des fortes précipitations comme des sécheresses. Si nous dépassons 2°C de réchauffement, nous risquons de franchir le point de basculement.

Vu le développement continu de nos activités industrielles et la diffusion du modèle de consommation occidentale partout dans le monde, le scénario le plus communément envisagé pour 2100 est que la concentration en CO₂ aura doublé par rapport à l'ère préindustrielle. La température de la Terre s'élèvera alors de 3°C en moyenne, un scénario catastrophe. L'espoir n'est pas tout à fait perdu, mais la fenêtre de tir est mince, on ne peut plus se permettre d'attendre. Or les lois sur le climat que proposent les différents gouvernements ne remplissent pas les objectifs en matière de réduction des gaz à effet de serre et ne suffiront pas à freiner les changements climatiques. Il est vital que les gouvernements s'alignent sur un objectif à 1,5° et revoient leurs plans en conséquence, notamment à l'occasion de la COP26, qui se tiendra à Glasgow du 1 au 12 novembre 21.

Enfin! Greta est de retour! La pandémie et ses conséquences avaient mis sa voix en sourdine, on ne parlait plus d'elle, ni de la mobilisation des jeunes en faveur du climat. Le monde entier, tétanisé, s'est confiné, le temps a été suspendu, les restaurants ont été fermés, ainsi que les cinémas, théâtres, musées, tous les lieux de convivialité et de culture. Grâce à la découverte de vaccins contre le Covid, on a pu vacciner à tour de bras, en commençant par les plus vulnérables, puis les autres. On a pu sortir à nouveau, en portant un masque, ou en ayant sur soi une attestation de vaccination ou de test négatif. Il y a des manifestations contre ces mesures, certaines n'ayant visiblement pas compris qu'il s'agit d'une question de santé publique et que nous n'éradiquerons ce virus mutant que si 90% de la population mondiale est vaccinée. Ce qui devrait convaincre ces réfractaires, c'est que 90% des personnes traitées actuellement contre le Covid dans les hôpitaux n'ont pas été vaccinées.

Greta est de retour. Son ton est inchangé, le doigt toujours pointé: «Adultes, vous n'écoutez pas! Au moins 70% de l'effort climatique repose sur l'action des Etats et des entreprises. Nous pouvons jouer un rôle de contre-pouvoir, afin d'exiger que les responsables politiques et économiques prennent des mesures rapides et drastiques face à l'urgence climatique. Des jeunes comme nous tirent la sonnette d'alarme depuis des années. Vous n'avez tout simplement pas écouté.» Elle ajoute: «C'est nous qui devons nettoyer le gâchis que vous, les adultes, avez fait. Mais nous pouvons corriger la trajectoire actuelle, unissons nos forces et agissons ensemble!» «Pour les enfants et les jeunes, le changement climatique est la plus grande menace qui pèse sur notre avenir. Le but fondamental des adultes dans toute société est de protéger leurs enfants et de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour laisser derrière eux un monde meilleur que celui dont ils ont hérité.»

Une initiative du mouvement «Friday For Future» (14 millions de personnes de 7500 villes sur tous les continents), lancé par Greta, a appelé à une grève du climat internationale les 25 et 26 septembre 2021 pour réclamer de nouvelles mesures contre les dérèglements climatiques. La jeune Suédoise a manifesté à Berlin, pour faire pression sur les candidats à la succession de la chancelière Angela Merkel, avant les élections législatives allemandes. A un mois de la COP26, les jeunes veulent être entendus par les dirigeants mondiaux. «A maintes reprises, les dirigeants d'aujourd'hui ont montré qu'ils ne se soucient pas de l'avenir – du moins, ils n'en ont pas l'air. Ils disent qu'ils nous écoutent, nous les jeunes, mais en réalité ils ne le font absolument pas», a ainsi déclaré Greta Thunberg en visioconférence à la télévision japonaise, le 21 septembre dernier.

En Suisse, les militant.es de plusieurs villes ont répondu à l'appel mondial à la grève climatique. À Zurich, ils étaient 4000 à défiler dans les rues, selon les organisateurs, ils ont observé une minute de silence pour les victimes de la crise climatique. À Genève, une grande fresque représentant une mappemonde a été peinte sur le sol de la place Bel-Air, indiquant les zones qui pourraient devenir inhabitables. Genève abrite certains des pires responsables de la crise: les grandes banques et les entreprises de négoce de matières premières. La Grève du climat suisse a déjà annoncé sa participation à la prochaine grève internationale, le 22 octobre.

Greta est de retour, enfin. La crise du Covid, aussi terrible soit-elle, n'a pas étouffé le problème des dérèglements climatiques. Greta nous sert d'aiguillon, elle nous rappelle, avec son air sage, sa pancarte, ses phrases incisives, qu'il y a urgence, qu'il faut changer le monde, son fonctionnement mortifère, mettre l'économie au service de l'humain. Selon Jacques Attali, dans *L'Economie de la vie* (Fayard 2020), pour garantir la survie de l'humanité, il faut faire naître une nouvelle économie, regroupant les secteurs qui se donnent pour mission la défense de la vie: la santé, la gestion des déchets, la distribution d'eau, le sport, l'alimentation, l'agriculture, l'éducation, l'énergie propre, le numérique, le logement, la culture, l'assurance...

Mettons-nous au travail, tout de suite, pour sauver ce qui peut l'être. Merci, Greta.

Huguette Junod

L'incertitude de l'après-Merkel

ALLEMAGNE

A l'issue des élections du 26 septembre, le parti social-démocrate dirigé par Olaf Scholz devance de peu les démocrates-chrétiens. Les Verts arrivent 3^e devant les Libéraux. Pour Sahra Wagenknecht, de Die Linke en chute libre, cela ne rendra pas l'Allemagne plus sociale.

Le SPD obtient tout juste 25,7% des suffrages. C'est plus que lors des élections précédentes, mais ce score reste historiquement bas. En 1998, le parti obtenait encore plus de 40% des voix. Quant au parti conservateur CDU, avec un résultat encore supérieur à 40% il y a dix ans, il récolte 24,1%, alors que les Verts obtiennent 14,8% contre 11,5% aux Libéraux.

Le bilan social de seize années Merkel est mauvais. Nous sommes bien loin du conte de fées allemand. Plus de 3 millions de personnes âgées vivent dans la pauvreté. Les inégalités sont énormes. Ainsi, les 45 familles les plus nanties possèdent autant de richesse que la moitié de la population.

Les services publics ont subi des coupes drastiques. Des hôpitaux ont été privatisés ou fermés. Le pays a un besoin urgent de 100'000 professionnels des soins de santé. Dans beaucoup d'écoles, les toilettes ne fonctionnent pas. Des millions de personnes attendent en vain un logement abordable. Mais de tous ces sujets, on n'a presque pas parlé presque pas dans cette campagne.

Manque de vision politique

Les médias ont mis en avant trois candidats à la succession d'Angela Merkel. Armin Laschet est celui de la CDU. Il a rapidement perdu du terrain dans les sondages après avoir été filmé alors qu'il riait aux éclats et racontait des blagues lors d'une cérémonie d'hommage aux 200 victimes des inondations. Depuis lors, outre la candidate des Verts Annalena Baerbock, c'est le social-démocrate Olaf Scholz qui est favori à la succession d'Angela Merkel.

Scholz est loin d'être un nouveau venu. Il a été ministre dans deux gouvernements Merkel: d'abord de l'Emploi, et actuellement des Finances. L'homme espère bénéficier d'une petite relance de l'économie après la crise du coronavirus. Le plan de relance européen – il a participé aux négociations de celui-ci – devrait y contribuer. C'est par des investissements massifs, à savoir par des subventions aux grandes entreprises, que Scholz espère relancer la croissance allemande à court terme.

Mais, notamment à la demande de l'Allemagne, ce plan de relance européen s'accompagne de conditions strictes, telles que des réformes structurelles incluant la flexibilisation du marché du travail. Le strict respect des règles budgétaires européennes signifie que c'est la classe travailleuse qui finira par payer la facture. Les

patrons allemands pensent déjà à réitérer l'expérience de 1998. C'est l'année où le social-démocrate Gerhard Schröder est arrivé au pouvoir. Avec les Verts, son partenaire de coalition, Schröder avait lancé une attaque sans précédent contre les salaires et les pensions. La social-démocratie allemande a ainsi créé le plus grand secteur à bas salaires d'Europe. Le journal financier *Handelsblatt* espère ouvertement que Scholz, dans une coalition avec les Verts et les libéraux, deviendra le Schröder de 2021.

Retraites misérables

Dans son émission politique sur YouTube *Bessere Zeiten*, Sahra Wagenknecht, l'une des figures de proue de Die Linke, n'a pas mâché pas ses mots. Selon elle, aucun des trois candidats en lice n'apporte de réponse claire aux préoccupations des gens. Cette campagne électorale ignore presque totalement. La question des retraites, par exemple, a joué un rôle mineur dans la campagne électorale, alors que, selon les sondages, elle est l'une des questions qui inquiètent le plus les gens. Armin Laschet a laissé entendre qu'il faudrait encore baisser les pensions. Ce qui suscite l'ire de Sahra Wagenknecht: «Pourquoi est-ce que personne ne relève qu'en Allemagne, nous traitons nos retraités plus mal que dans n'importe quel autre pays européen? Le niveau de la pension allemande s'élève actuellement à environ 50% du dernier revenu net. En Autriche, il est de 89%. En France, Italie ou Espagne, il est également bien plus élevé qu'en Allemagne. Mais regardons l'Autriche de plus près: 800 euros de plus par mois pour un retraité moyen, alors qu'ici la pauvreté des personnes âgées est en augmentation.»

Face à cette situation d'urgence, le social-démocrate Scholz promet des pensions «stables». «Des pensions stables, cela signifie une pauvreté stable pour des millions de personnes âgées, précise Wagenknecht. Cela devrait être un thème important de cette campagne électorale, non? Tant de gens ont trimé toute leur vie et ne peuvent pas s'en sortir lors de leurs vieux jours, et que fait-on pour changer cela? Ce n'est pas de stabilité dont nous avons besoin, c'est d'une amélioration. Ou, pour le dire clairement: il faut annuler les nombreuses économies qui ont été réalisées sur les retraites et qui nous ont menés à la situation actuelle. Tout cela a d'ailleurs commencé sous un gouvernement de coalition des sociaux-



«Pourquoi l'Allemagne traite nos retraités plus mal que dans n'importe quel autre pays européen?», dénonce Sahra Wagenknecht.

DIE LINKE

démocrates et des Verts. Cela, il ne faut pas non plus l'oublier.»

Changement climatique et prix

Vu l'urgence sociale, la question de savoir qui va payer pour la transition climatique s'impose aussi particulièrement en Allemagne. Selon Wagenknecht, les trois candidats respectifs des Verts, des sociaux-démocrates et des conservateurs semblent s'accorder sur le fait que «la meilleure façon de lutter contre le changement climatique consiste à relever sans cesse les prix du mazout, des carburants et autres produits de première nécessité. Comme si cela allait amener le travailleur moyen à acheter une Tesla intelligente ou à prendre des bus et des trams inexistant dans les campagnes. N'est-ce pas absurde?»

A en croire la populaire femme politique de gauche, cela montre que «le débat s'oriente dans la mauvaise direction». La seule différence entre les trois candidats réside dans la vitesse à laquelle ces prix vont augmenter. «Les Verts veulent que cela se fasse très vite et de manière extrêmement coûteuse. La CDU un peu moins vite. Ce n'est certainement pas ainsi que nous pourrions contrer efficacement la destruction de l'environnement et le changement climatique. Il nous faut d'autres concepts et de

bien meilleures idées, par exemple produire différemment en utilisant d'autres technologies.»

Pour une alternative sociale

Le manque d'enthousiasme pour les partis traditionnels montre le besoin urgent d'une alternative sociale authentique. Cette alternative sociale ne viendra certainement pas du parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD), souligne à juste titre Wagenknecht: «Ceux qui en doutent n'ont qu'à regarder le manifeste électoral de l'AfD, dans lequel plus de radicalisme de marché est clairement au programme pour l'avenir.»

Lors d'un débat organisé par le journal allemand *Die Welt*, Wagenknecht a toutefois admis que, bien que

la justice sociale figure en bonne place dans l'agenda de la population, Die Linke n'arrive pas encore suffisamment à lier des revendications populaires telles que l'augmentation du salaire minimum au parti de gauche. C'est le défi des prochaines années, sinon les gens seront obligés de choisir le moindre mal. «Mais ce n'est pas la bonne manière de s'attaquer aux problèmes réels auxquels nous sommes confrontés. Dans un pays profondément divisé sur le plan social, où les inégalités se creusent encore, le nombre de bas salaires ne diminue pas, et celui de retraités pauvres augmente, dans un tel pays, les problèmes doivent vraiment être pris à bras-le-corps.» ■

Rédaction de «Solidaire»

Adapté par GaucheBdo

Die Linke en recul, mais au Bundestag

Alors que l'AfD maintient un score à deux chiffres, avec 10,2% des voix, Die Linke est en recul. En 2017 avec à sa tête Sahra Wagenknecht, la formation de la gauche combative recueillait 9,2% des voix, elle s'est réveillée ce 27 septembre avec 4,9% des suffrages, ce qui représente 39 sièges sur les 735 du Bundestag. En-dessous des 5% du quorum, elle réussit à maintenir une délégation pour avoir remporté au moins trois mandats directs dans les circonscriptions de Leipzig-Sud et celles de Treptow-Köpenick et de Lichtenberg à Berlin. «Le résultat des élections fait très mal. Mais mettre la tête dans le sac n'est pas la réponse. Nous continuerons à nous révolter contre l'injustice sociale, bruyamment et sans ménagement, nous vous le promettons», a expliqué die Linke sur Facebook. *Réd.*

Les locataires berlinois se rebiffent

Le référendum organisé dans la capitale allemande sur l'expropriation des logements des grands propriétaires comme Deutsche Wohnen, Vonovia et Akelius, possédant plus de 3000 logements a été soutenu par 56% des participants au scrutin. Près d'un million de Berlinoises ont voté dimanche en faveur de la proposition, qui était poussée par des organisations militantes et soutenue par Die Linke. La balle est maintenant dans le camp des nouvelles autorités berlinoises, qui

devront rédiger une loi pour la mettre en œuvre, bien qu'elle ne soit pas contraignante. La cheffe de file du SPD et ancienne ministre de la famille du gouvernement Merkl et probable nouvelle maire de Berlin, Franziska Giffey, a déjà annoncé s'opposer au transfert de la propriété du logement à la municipalité, tandis que Die Grüne et Die Linke sont favorables au contenu du référendum. Autre écueil: celui de la légalité de la mesure. Selon une étude commandée par une association proche du

secteur, exclure les coopératives de locataires, dont la plupart possèdent plus de 3000 logements, de la catégorie des «grands locataires» serait inconstitutionnel car cela ne garantirait pas l'égalité devant la loi. Le rapport affirme également que Berlin n'aurait aucune compétence en la matière et que la mesure entrerait en conflit avec le frein à l'endettement constitutionnel. Mais rien n'effraie les membres de l'initiative citoyenne Deutsche Wohnen & Co Enteignern (Expropriation Deutsche Wohnen & Compagnie).

«Nous n'acceptons pas les stratégies de blocage ou les tentatives d'interception. Nous connaissons toutes les astuces», a estimé un des porte-parole du mouvement, Kalle Kunkel, en conférence de presse. «Un projet de loi sur la socialisation pourrait être prêt au printemps et introduit au Sénat berlinois, si la volonté politique est là», estime un autre porte-parole, Rouzbeh Taheri. ■

JDr

Chez Facebook, du clic coûte que coûte

GAFAM • Des documents montrent que la multinationale a pleinement conscience des dommages qu'elle cause en mettant en avant du contenu dangereux pour augmenter ses revenus.

Qu'un cartel de la drogue mexicain utilise Facebook pour recruter des tueurs à gages, ou que l'on vende des organes ou des femmes comme esclaves sexuelles ou domestiques sur Instagram, la réponse du géant des réseaux sociaux à ces faits est à chaque fois jugée «insuffisante, voire inexistante». Ce constat sans appel émane de l'intérieur du géant mondial des réseaux sociaux. Et pas de n'importe qui. Plusieurs de ses «enquêteurs» spécialisés sur les contenus jugés sensibles, excédés, s'en sont ouverts au *Wall Street Journal*, documents à l'appui. Des super-modérateurs qui avaient justement été embauchés par la multinationale pour faire face aux très nombreuses critiques sur son laxisme.

Ainsi, lorsqu'un ancien policier employé par Facebook a pointé que le cartel de Jalisco Nueva Generacion s'organisait sur le réseau social, recrutait, nommait des cibles, lançait des expéditions punitives et y postait les vidéos des exécutions, seulement une partie des pages ont fini par être supprimées. Quand, pendant des mois, les appels au massacre de la minorité rohingya en Birmanie ont pu y être librement publiés, Facebook s'est contenté d'un communiqué d'excuses.

Les promesses du PDG, Mark Zuckerberg, d'engager massivement pour faire le ménage n'ont clairement pas été tenues. Selon le quotidien, 8% de la modération sensible se fait par des Américains, alors que les États-Unis et le Canada ne représentent désormais qu'à peine 10% du contenu publié sur les réseaux sociaux du groupe. Ainsi, quand les employés alertent qu'en Éthiopie des groupes armés utilisent Facebook pour lancer des appels au nettoyage ethnique sur des minorités, mais qu'eux n'en maîtrisent pas la langue, la hiérarchie leur répond qu'elle va entraîner une intelligence artificielle pour modérer. Il a fallu qu'Apple menace de supprimer Instagram de ses applications autorisées pour que les pages vendant des domestiques ou des prostituées commencent à être modérées.

La colère, une émotion très rentable

D'autres documents montrent aussi que plus de 5 millions de célébrités ne sont pas soumises aux mêmes règles de modération que le commun



Malgré les déclarations de Mark Zuckerberg, Facebook et Instagram restent problématiques sur plusieurs points. Anthony Quintano

des mortels. Instagram interdit la nudité? Le footballeur Neymar a pu montrer à ses 10 millions d'abonnés des photos de nu d'une femme qui l'accusait de viol. Cette impunité est permise par XCheck, présenté comme un «contrôle qualité pour VIP», mais décrit ainsi dans une note interne: «Nous ne faisons pas réellement ce que nous disons que nous faisons publiquement.» Les principaux influenceurs ont ainsi des passe-droits, car ils font de l'audience et permettent d'écouler de la publicité.

Cette même logique prévaut pour les recommandations de contenu. Quand Mark Zuckerberg a déclaré début 2018 que l'objectif du nouvel algorithme de Facebook était «de renforcer les liens entre les utilisateurs» et «d'améliorer leur bien-être», il savait que c'était faux. Les essais internes avaient démontré que ce nouvel outil de promotion d'articles ou de publication des proches «rendait Facebook, et ceux qui l'utilisaient, plus en colère». C'est l'émotion la plus rentable pour le réseau social, celle qui entraîne

le plus de commentaires et de partages. «Notre approche a eu des effets secondaires malsains sur d'importantes tranches de contenu public, telles que la politique et les actualités», avait alors alerté une équipe de spécialistes des données dans une note interne. «La désinformation, la toxicité et les messages violents se sont excessivement répandus parmi les contenus les plus partagés», poursuivent ces salariés de Facebook, avouant leur inquiétude quant aux «effets négatifs à long terme pour la démocratie» qu'ils ont participé à créer.

Dépressions en hausse

Si la colère est maîtresse sur Facebook, d'autres émotions règnent sur Instagram, où 40% des utilisateurs ont moins de 22 ans. «Trente-deux pour cent des adolescentes ont déclaré que, lorsqu'elles se sentaient mal dans leur corps, Instagram les faisait se sentir pire», révèle une autre note interne datée de mars 2020, confirmant une précédente étude de 2019 qui concluait: «Nous aggravons les problèmes d'image d'elles-mêmes et de leur corps chez une adolescente sur trois.» Plusieurs panels de jeunes gens de pays différents ont été étudiés, tous «blâment Instagram pour l'augmentation du taux d'anxiété et de dépression». 40% des utilisateurs du réseau social qui se sentent «peu attirant» ont déclaré que ce sentiment avait commencé sur l'application. Pourtant, en mars dernier, Mark Zuckerberg déclarait: «Les recherches que nous avons menées montrent que l'utilisation d'applications sociales peut avoir des effets positifs pour la santé mentale.» Mais le PDG a refusé de fournir le contenu de ces recherches au Congrès états-unien, qui le lui demandait. «Facebook semble s'inspirer des Big Tobacco, ciblant les adolescents avec des produits potentiellement dangereux tout en masquant au public les résultats scientifiques», l'a accusé le sénateur démocrate Richard Blumenthal.

En matière de revenus publicitaires en revanche, cette stratégie de capter l'attention des utilisateurs, quelles qu'en soient les conséquences, fonctionne bien: Facebook a récolté 86 milliards de dollars en 2020, et cette année s'annonce plus rentable encore. ■

Pierric Marissal

Paru dans *L'Humanité*

Les communistes ont gagné la seconde ville d'Autriche

AUTRICHE • Comment un parti communiste peut-il passer de 1,8% en 1983 à près de... 30% en 2021?

Depuis ce dimanche 26 septembre au soir, les commentateurs – tant autrichiens qu'étrangers – se demandent ce qu'il vient de se passer à Graz, ville de 290'000 habitants de la région de l'État de Styrie, dans le sud-est autrichien. Le parti communiste local, le KPÖ (Kommunistische Partei Österreichs), se retrouve en tête de l'élection municipale (communale), devant l'ÖVP conservateur, le FPÖ d'extrême droite, le SPÖ social-démocrate et les Grünen écologistes. Avec plus de 29%, les communistes battent un record. Et mettent fin à 18 ans de gouvernance conservatrice. Une surprise? Quand on regarde les sondages, oui. Mais quand on voit le travail de terrain, non. «Certains font des promesses quelques semaines avant les élections. Nous, nous sommes là tous les jours et depuis des années pour les gens, surtout pour les plus démunis», déclarait la probable future bourgmestre, Elke Kahr, à l'annonce des résultats.

Travail de terrain payant

La progression du parti communiste, si elle n'est pas linéaire, est néanmoins présente à chaque échéance

électorale. En 1983, le maigre score de 1,3% lui assure pourtant une présence dans le conseil municipal. Mais le KPÖ sait qu'il doit parler à la large classe travailleuse. Il décide donc d'impulser un travail de terrain conséquent, jamais ralenti depuis. En partant du problème, inquiétant, des logements insalubres à Graz et en l'élargissant à toute la problématique du logement en général, le parti veut agir avec les gens. Il lance ainsi un centre d'appels d'urgence pour les locataires. Il agit aussi dans les combats juridiques contre les marchands de sommeil et les gros propriétaires commerciaux. Il lance des actions pour dénoncer la mainmise des géants du béton et du logement. En 1993, Elke Kahr devient la seconde élue communiste de Graz. Alors à 4,2%, le parti double presque son score en 1998 (7,9%). En 2003, les bons résultats se confirment. Mieux, le KPÖ, avec 20,8%, bat un nouveau record.

Ce dimanche, les électeurs de Graz étaient appelés aux urnes pour renouveler les conseils de la capitale de la Styrie. Ils devaient élire le Conseil municipal (Gemeinderat -48 sièges),

le gouvernement municipal (Stadtregierung -7 sièges) et les Conseils des districts (17 Conseils). Le parti communiste a donc gagné 15 sièges au conseil municipal (+5) et 3 sièges au gouvernement municipal (+1).

Des élus avec un salaire d'ouvrier

Comment expliquer ce résultat? Celle qui devrait devenir la première bourgmestre communiste de Graz a donc mis en avant le travail réalisé depuis longtemps par le parti. Une analyse que Robert Krotzer, échevin KPÖ de la Santé depuis 2017 au conseil municipal de Graz (et, à l'âge de 29 ans, plus jeune échevin de l'histoire de Graz), nous confirme: «Oui, ce résultat ne peut s'expliquer que par les décennies de travail du KPÖ pour les travailleurs de notre ville et tous ceux qui n'ont pas un compte en banque très fourni. Outre la ligne d'assistance téléphonique pour toutes les questions relatives au logement, des milliers de personnes viennent également chaque année à nos consultations sociales dans le bureau du KPÖ à l'hôtel de ville ou dans notre maison du peuple (secrétariat du parti, Ndlr). Nous essayons d'ai-

der les gens à faire valoir leurs droits vis-à-vis des autorités, dans la vie professionnelle ou encore vis-à-vis des sociétés immobilières.»

Un autre facteur a joué en faveur des communistes, comme le relève l'analyste politique expert en mouvements sociaux Manès Weisskircher sur Twitter: «Un aspect important de la crédibilité du KPÖ local est l'engagement personnel des élus. Des heures de travail intensives tout en renonçant à une partie de leur salaire.» Confirmation de Robert Krotzer: «Pour les mandataires du KPÖ, il existe un plafond salarial correspondant au salaire d'un ouvrier qualifié. Elke Kahr et moi-même reversons deux tiers de nos revenus par exemple...»

«Le seul parti qui est là pour le peuple»

Plus généralement, en faisant une campagne axée sur les priorités des gens (logement, transports en commun, etc.), le KPÖ a fait mouche. Pour cela, le parti n'a pas hésité à aller sur le terrain, continue le jeune élu communiste: «sur les très nombreux stands d'information du KPÖ,

on a pu constater le mécontentement des gens face à la déconnexion des politiciens conservateurs en particulier, tant au niveau fédéral que municipal, qui ne font de la politique que pour quelques grands groupes de pression. Beaucoup de gens nous ont dit: «Vous êtes le seul parti qui est là pour le peuple.»»

Ce succès doit être analysé (et apprécié) dans son contexte. La droite et l'extrême droite sont très fortes en Autriche. Le chancelier (Premier ministre) conservateur Kurz (ÖVP) a déclaré juste après la publication des résultats: «Cela devrait donner à réfléchir que les communistes puissent gagner une élection en Autriche...» Le chef local du FPÖ (extrême droite) à Graz s'est dit «déçu» par les habitants de Graz et perdu ses illusions: «On dit que l'électeur a toujours raison, mais maintenant je n'en suis plus sûr.» Une variante de la formule de l'écrivain allemand Bertolt Brecht: «Puisque le peuple vote contre le Gouvernement, il faut dissoudre le peuple». ■

Jonathan Lefèvre

Paru dans *Solidaire*, adapté par la rédaction

LA CHRONIQUE DE JEAN-MARIE MEILLAND

Pensée et action politique:
un examen de conscience

Lorsqu'il y a dix ans, Jérôme Béguin me sollicita pour une chronique dans *GaucheBdo*, il me proposait d'y aborder des sujets philosophiques et poétiques. Pour le poétique, nul besoin de commentaire, car la poésie s'adressant au cœur se soutient d'elle-même. Le philosophique m'appelle en revanche à un examen de conscience. Écrire des articles à connotation philosophique dans un journal d'action politique peut sembler de peu d'utilité. Face aux migrants maltraités, aux licenciements boursiers et au démantèlement social, il faut agir et à quoi bon présenter, commenter, tenter d'évaluer des thèses plus ou moins complexes, énoncées parfois par des penseurs qui vivaient il y a plus de deux millénaires? Il semble que la pensée et l'action politique, avec leurs luttes quotidiennes bien concrètes, ne marchent vraiment pas au même rythme.

Certains philosophes à toute époque ont d'ailleurs jugé qu'ils n'avaient pas à se mêler des affaires de la cité, comme Héraclite qui vivait en ermite à l'écart de la ville et qui, lorsqu'on s'étonna de le voir jouer avec des enfants, répondit: «Qu'avez-vous à vous étonner, vauriens... cela ne vaut-il pas mieux que d'administrer la république avec vous?» Dans l'Antiquité, on pense aussi aux cyniques pour qui la liberté d'esprit exigeait un total retrait par rapport à la vie politique, et aussi aux épicuriens pour qui il fallait s'écarter de la vie sociale qui ne pouvait que perturber la tranquillité de l'âme seule apte à procurer le bonheur. A ces conceptions font écho toutes les positions défendues aujourd'hui par le grand nombre de ceux prétendant que s'intéresser à la politique ne sert à rien, qu'elle n'est qu'une source d'agitation et d'agressivité et que toute amélioration du monde proviendra d'un processus de libération spirituelle des individus.

Mais dans l'Antiquité on trouve aussi l'exemple contraire de Platon qui consacre deux longues sommes, *La République* et *Les Lois*, à découvrir la formule d'une cité équilibrée, vertueuse et rationnelle, hors de laquelle il n'est pas pour lui de salut individuel. Et les analyses abondamment illustrées d'exemples qu'Aristote présente dans sa *Politique* recherchent aussi le meilleur gouvernement possible pour l'homme qui est «un animal civique, plus social que les abeilles et autres animaux qui vivent ensemble».

Quant aux Temps modernes, c'est un foisonnement de théories politiques qu'ils ont produit, en relation étroite avec les transformations économiques et sociales de l'époque. Dans *L'Utopie*, Thomas More réagit à l'expropriation des paysans, Hobbes s'engage sans réserve pour la monarchie absolue menacée par la guerre civile, Locke au nom de la bourgeoisie en plein essor défend les libertés individuelles et les droits du Parlement, Rousseau et son souci d'une démocratie liée à l'égalité sociale parle déjà pour les classes moyennes maintenues à l'écart. Le XX^e siècle verra la floraison des pensées socialistes au service des classes ouvrières victimes du capitalisme: Fourier avec son imagination débordante espère pour tous une société régénérée par l'attention aux désirs et aux sentiments, Proudhon défend la dignité des artisans par la libre association, Leroux combine des préoccupations spirituelles et l'étude rigoureuse des diverses forces composant la société, Marx se base déjà sur le développement de la grande industrie, explique la lutte des classes et la plus-value de la façon la plus claire, et compte sur le renforcement momentané de la puissance étatique passée aux mains du peuple.

De ces divers exemples, il apparaît avec évidence qu'il vaut la peine d'accorder du temps et de l'énergie à la philosophie politique: Locke n'est assurément pas étranger à la victoire du système parlementaire, Rousseau n'est pas sans avoir grandement influencé l'adoption du suffrage universel et Marx est bien sûr à l'arrière-plan de presque toutes les réussites du mouvement ouvrier et de l'Etat social au XX^e siècle.

Mais il faut cependant noter qu'il y a deux façons de pratiquer la philosophie. Il y a celle des écoles. En effet, les grands philosophes ont l'avantage de proposer des doctrines amples et solides, fondées sur des principes difficiles à ébranler; ils satisfont le besoin de comprendre et guident assez facilement la conduite et l'action. C'est pourquoi un grand nombre de philosophes, et non des moins estimables, se rangent sous la bannière des plus grands et l'on connaît des aristotéliens (qui chez les catholiques s'appellent thomistes), des épicuriens, des stoïciens, des hégéliens. Et bien sûr il y a des marxistes qui se veulent avant tout fidèles à la pensée du maître. Le défaut des écoles est qu'elles peuvent devenir des «scolastiques», nom des écoles de la fin du Moyen Âge où, pour finir, toute pensée se ramenait à des commentaires du maître ou, souvent, à des commentaires de commentaires de commentaires du maître (qui manquaient en tout cas de spontanéité même s'ils n'étaient parfois dénués ni d'intérêt ni de subtilité). Mais il est aussi de grands philosophes qui n'ont pas donné lieu à des écoles à proprement parler, même s'ils ont eu des disciples très attentifs. Ainsi Descartes n'a pas engendré d'école cartésienne «orthodoxe», même si Spinoza, Malebranche et Leibniz lui ont beaucoup emprunté. Il en va de même pour les empiristes britanniques, dont l'inspiration première est sans doute à chercher dans le goût de l'observation de Francis Bacon, mais qui ont évolué chacun d'une façon tout à fait originale. Et la pensée de Marx, si elle a suscité une scolastique notamment dans les anciens pays socialistes, a aussi débouché sur de multiples interprétations qui montrent toute sa fécondité: Lénine, Rosa Luxembourg, Gramsci, Clouscard n'ont certes pas tous dit exactement la même chose!

Le paragraphe précédent annonce la deuxième manière de pratiquer la philosophie, celle qui le fait sans référence particulière à une école et demande simplement de penser par soi-même, en puisant selon les besoins à toutes les sources disponibles, qu'elles soient ou non philosophiques. C'est à cet esprit que se rattache le génial Wittgenstein, un des grands philosophes analytiques, lorsqu'en 1945 il écrit en préface à un de ses livres: «Je ne voudrais pas, par cet ouvrage, dispenser d'autres de réfléchir. Mais s'il se pouvait, inciter tel ou tel à des pensées personnelles». Il n'y a pas de raison que cette deuxième orientation ne concerne pas aussi la pensée politique.

Si la relation à une école a le mérite de maintenir le contact avec les forts principes de grandes doctrines qui ont montré leur efficacité, la pratique de la libre réflexion a l'avantage d'une plus grande ouverture à la multiplicité des points de vue qui aidera à mieux saisir les changements constants qui surviennent dans le monde. La vraie pensée est certes collective, mais s'il existe le collectif des écoles, il existe aussi le collectif du débat, qui se construit par l'enrichissement mutuel des pensées en dialogue.

Qu'on m'excuse d'avoir cité beaucoup de noms de philosophes. Mais après 35 ans de pratique de l'histoire de la philosophie, on ne se refait pas!

Jean-Marie Meilland

Edouard Morerod a magnifié
l'Andalousie et le Maroc

BEAUX-ARTS • Une riche exposition des œuvres de l'artiste peintre vaudois se tient actuellement à Ropraz.



«Flamenco, école de danse», Séville, tableau montrant l'hispanophilie d'Edouard Morerod.

Ph

Le peintre Edouard Morerod (1879-1919) reste injustement méconnu. Même dans son canton de Vaud, il a été un peu oublié. Deux expositions précédentes, à Pully puis dans sa ville natale d'Aigle, ont contribué à raviver l'intérêt pour cet artiste. Mais c'est sans doute la grande exposition actuelle, dans les locaux lumineux de la Fondation de l'Estrée, à Ropraz, près de Mézières, qui le fera plus largement apprécier par le public. Elle décline en effet toutes les facettes de son œuvre. Morerod s'est trouvé à la jonction de divers courants ou mouvements artistiques. D'abord l'orientalisme, dont le plus illustre représentant fut Eugène Delacroix. Ensuite l'hispanophilie, surtout apparue avec l'accession au trône impérial de l'Espagnole Eugénie de Montijo, épouse de Napoléon III, et par la nouvelle *Carmen* de Théophile Gautier, dont le compositeur Georges Bizet allait tirer son célèbre opéra. Mais Morerod ne fut nullement un épigone ni un suiveur. Son art reste profondément original.

Dans l'exposition, on verra quelques-unes de ses toiles helvétiques, qu'il peignit surtout pendant ses séjours à Leysin, où il tentait de guérir de sa tuberculose. Malgré un beau tableau intitulé *Glaciers*, ce n'est pas le meilleur de sa production. Morerod n'appréciait pas la Suisse ni ses habitants, qu'il jugeait ennuyeux et renfrognés...

Quant à ses toiles parisiennes, elles furent profondément influencées par son maître Théophile Steinlen, qu'il admirait beaucoup. Un temps précepteur en Russie du fils du prince Léonide Wiazemski, le peintre a ramené

de jolies aquarelles représentant surtout des paysannes en costume traditionnel, qui semblent tout droit sorties d'un roman de Tolstoï. Mais le meilleur de son œuvre n'est pas là.

La fascination pour l'Andalousie

En 1904, Edouard Morerod découvrit l'Espagne, et surtout l'Andalousie, qui allait devenir sa patrie de cœur. C'est là que se révéla son immense talent artistique. Il éprouvait un attachement particulier pour les Gitans, qu'il considérait comme un peuple libre et à l'écart du monde moderne. Dans ses portraits de femmes, il traduit toute leur noblesse. Son modèle préféré, la Gitane Pastora Jimenez y Vargas, mourra à moins de vingt-cinq ans de tuberculose, le «mal du siècle», qui allait emporter Morerod trois mois plus tard. Dans cette partie de l'exposition, on admirera une succession de figures féminines, des jeunes filles, et de vieilles femmes au visage buriné traduisant la rudesse de leur vie. C'est une Espagne authentique que le peintre nous montre ici. Il se révèle aussi comme un grand coloriste. Mentionnons une toile extraordinaire, *Flamenco*, peinte à Séville, où il traduit le mouvement et le tourbillonnement de cette danse typiquement andalouse.

Un Maroc sans clichés

Edouard Morerod séjourna à deux reprises à Tanger, entre 1904 et 1911. Le Maroc qu'il a représenté n'est pas celui des odalisques lascives chères aux orientalistes sous le Second Empire! Il a peint des hommes et des femmes du peuple: Juifs marocains aux traits bibliques, femmes voilées et

enveloppées de leur ample tissu blanc, ou Africaines issues du Sénégal et du Soudan au visage découvert, mendiants aveugles tendant la main. Son tableau le plus extraordinaire est sans doute *Vendeuses de pain*, où les femmes au marché ne sont éclairées que par leurs lanternes.

L'artiste, comme d'autres, fut profondément marqué par la grande tuerie de 1914-1918. Son tableau *Femmes devant un jeune homme tué* (1916) revêt un aspect christique. Il possède une puissance pathétique qui le rapproche de Goya et de l'Expressionnisme.

Edouard Morerod fit des séjours à Saint-Jean-de-Luz, dans le Pays basque français. Les petits tableaux très colorés qu'il en ramena constituent peut-être la production la plus sereine de cet artiste tourmenté. Non sans quelque analogie avec les toiles normandes de Boudin, ceux-ci montrent de petits personnages vus de dos, à côté de leurs tentes de plage, avec au fond le bleu intense de l'océan. On remarquera particulièrement les admirables jeux d'ombres et de lumière nés de son pinceau.

Peu avant sa mort, Edouard Morerod fit la connaissance à Paris de celle qu'il nommera la «Dame admirable», titre qu'il donnera d'ailleurs à plusieurs des portraits de cette femme élégante. C'est sur ces œuvres ultimes que s'achève notre parcours.

Une exposition remarquable, à voir donc absolument! ■

Pierre Jeanneret

«Edouard Morerod. Au cœur de l'humain. Peintures et dessins». Fondation de l'Estrée, Ropraz (VD), du mercredi au dimanche de 14h à 18h, jusqu'au 31 octobre.

GaucheBdo a besoin de votre soutien

CCP: 12-9325-6

Le crépuscule des glaciers portés disparus

PHOTOGRAPHIE • De l'Himalaya à l'Arctique en cheminant par les Alpes suisses, la fonte des glaciers s'accélère. Plusieurs photographes helvétiques documentent cette terrifiante beauté du désastre. La Genevoise Stéphanie Buret impressionne.

Les glaciers des Alpes ont perdu 22 kilomètres cubes de glace entre 2000 et 2014. Si les changements climatiques progressent au rythme actuel, ne demeureront que d'infimes vestiges des glaciers helvétiques d'ici un siècle voire quelques dizaines d'années, estiment des scientifiques.

Parcs thématiques en mutation

L'ethnologue de formation et photographe Stéphanie Buret n'a pas son pareil pour se faire le regard sismographe avisé de mutations sociales, narrations identitaires échafaudées et résistances à ce qui nous dépasse. Ceci au fil d'images parfois nimbées de brume et d'une étrange douceur mélancolique jouant sur les échelles de représentation entre humain et environnement. Au fil de sa série, *A la recherche du Paradis blanc presque perdu* (2017), la quarantenaire genevoise révèle l'approche à la Montequieu d'une globe-trotteuse pistant utopies, dictatures et place des femmes. Ainsi notamment en Russie Arctique aux côtés des nomades Nenets, en Corée sudiste et son utopie futuriste orwellienne et hyperconnectée de Songdo, au Myanmar et le «Disneyland fasciste» de Nay Pyi Taw, en Erythrée sous régime autoritaire en 2015, où elle applique un vernis art déco à une vulnérabilité quotidienne.

Aux sources du Rhône, sur les pentes salies, partagées entre rouille et suie d'un glacier désormais fantomatique, craquelé, asséché en bordure lacustre opalescente, les touristes en pèlerinage, un joggeur et une colonne d'alpinistes semblent sortir d'un livre pop-up. Voyez-les posés telles d'improbables silhouettes évoluant au cœur d'une possible maquette sous la sixième extinction de masse en cours, dite de l'Holocène. Comme de juste, l'image iconique recadrée fait la une du programme de la troisième édition de la biennale photographique gene-



Une image emblématique de l'humain face à la nature dans un tourisme du désastre. «A la recherche du Paradis Blanc presque perdu».

Stéphanie Buret

voise No'Photo.

Pour un peu, l'on se croirait plongé dans l'univers du photographe historique étasunien Jeff Wall évoquant des moments de résonance étrange, mêlant références à l'histoire de l'art, stratégies conceptuelles subtiles et juxtapositions pour offrir une critique de la vie moderne. En entrevue, Stéphanie Buret reconnaît le parallèle tout en soulignant ne pas mettre, elle, en scène ses instantanés, ni les retoucher. «L'image est à l'aune de notre vie de fourmis insignifiantes face à l'immensité de la nature, Mais dans le même temps, nous la piétons, martyrisons, surexploisons. On veut la dominer, l'asservir, la contempler et la visiter dans sa disparition même.» Le paradis terrestre? Une forme de disneylisation de la nature

avec ses divertissements et musées faisant que les populations des montagnes sont en passe de devenir des réfugiés climatiques suisses de l'intérieur sous les coups de boutoir du réchauffement climatique et de l'urbanisation des paysages alpestres.

Du côté de chez Proust

Il s'agit d'une forme de *memento mori* à vertu touristique. En ce non-lieu alpestre, espace interchangeable où l'être humain reste anonyme, «chaque individu veut être l'un des derniers à contempler ce glacier qui se sera effacé d'ici une dizaine d'années.» «L'existence, écrit Marcel Proust, n'a guère d'intérêt que dans les journées où la poussière des réalités est mêlée de sable magique, où quelque vulgaire incident devient un

ressort romanesque.» Proustienne dans l'âme, la photographe est persuadée que la réalité offre des spectacles qu'il faut interpréter et réinterpréter. Ainsi Stéphanie Buret s'attache aux bâches géotextiles toujours plus utilisées pour protéger les glaciers de la fonte durant les mois les plus chauds. Elles recouvrent presque entièrement la grotte glacière exploitée par une famille «essayant de contrer la fonte du glacier et partant de la grotte qui est leur unique source de revenus.»

Ces images portent le témoignage de notre désir de contenir la nature. «C'est vain, mais cela ralentit la fonte malgré tout. D'où simultanément une désillusion et un acharnement à vouloir maîtriser les éléments». Se déploie une autre vision de la montagne. On

célèbre le retour de la symbiose communautaire retrouvée avec la nature, la recherche d'une expérience utilisateur immersive, sensible et classieuse depuis des géodes hôtelières de luxe promotionnées comme écologiques.

Etrangetés

L'ethnologue s'est intéressée à redécouvrir la Suisse comme s'il s'agissait d'un pays étranger. En témoigne la mise en abyme d'un couple originaire d'Inde au Titliss en habits folkloriques helvétiques offrant l'une des plus saisissantes vues panoramiques sur les Alpes suisses. Nous sommes dans un studio photo qui fonctionnait bien avant la pandémie qui l'a désertifié. D'où un côté Bollywood sur neige croqué par un cadrage penché avec l'humour de guingois cher au photographe britannique Martin Parr créant de la fiction à partir de la réalité.

Parmi les autres photographes de la sélection «Quand on ne pourra plus se regarder dans la glace», réalisée par le média Photoagora.ch et visible aussi sur vimeo, citons la Zurichoise Ester Vonplon. Flirte avec l'iconographie religieuse de Saint Suaire, son *Gletschfahrt*, où elle photographie les bâches posées sur les glaciers suisses de 2013 à 2015, recèle l'acre atmosphère d'un requiem après les désastres d'un conflit. Dans une esthétique claire obscure, à mi-chemin entre les paysages industriels, pollués et minéraux traversés par Josef Koudelka et la technique de l'eau-forte, la photographe saisit les voilages de protection à l'instar de bandelettes d'une liquéfaction et momification de la nature qu'elle regarde comme une «mort lente». Comme un martyr sans fin. ■

Bertrand Tappolet

No'Photo, Genève. Jusqu'au 10 octobre. *Quand on ne pourra plus se regarder dans la glace*. Visible sur: <https://vimeo.com/593208203/e9dabe1e60>. Site des photographes: stephanieburet.com; esthervonplon.net

Le marxisme haïtien: une pensée qui mérite d'être connue

LIVRE • Dans ce pays victime des impérialismes français ou étasuniens, la pensée critique a trouvé une terre d'élection.

Haïti: on connaît trop souvent ce pays des Caraïbes surtout pour ses malheurs. Tremblement de terre meurtrier, crise sociale et politique, quartiers contrôlés par des gangs, pauvreté... L'assassinat du président Jovenel Moïse a également révélé un Etat en ruines: parlement inexistant, premier ministre qui légalement ne l'était plus, cour suprême dysfonctionnelle à la suite du décès de son président sans qu'il ait été remplacé... On connaît moins l'histoire qui a conduit Haïti à ce sort tragique.

On dit parfois que Cuba deviendrait un nouveau Haïti si les USA parvenaient à y renverser le socialisme. Ceux qui utilisent cette image ne savent pas toujours à quel point elle est pertinente. L'histoire d'Haïti n'est pas celle d'un pays des Caraïbes qui aurait évolué par lui-même sans révolution socialiste, mais celle d'une révolution que l'Empire a réussi à briser. Deux empires en l'occurrence: les USA et la France. 1804: la révolution haïtienne aurait mérité d'être célèbre au même titre que la Révolution française ou la Révolution d'Octobre. Car il s'agit de la première révolution anti-esclavagiste victorieuse: les esclaves des plantations se révoltent contre leurs maîtres français, et instaurent la première république noire de l'histoire. Napoléon échoue à rétablir l'esclavage.

Si cette révolution n'est pas devenue le symbole qu'elle aurait mérité d'être, c'est parce que les empires ont tout fait pour l'empêcher de déployer ses potentialités. La France, sous Charles X, extorqua à la République haïtienne des sommes faramineuses à titre de «réparation» aux propriétaires d'esclaves dépossédés. Une «dette» odieuse, qu'Haïti ne finit de payer qu'en 1947, qui étouffa tout potentiel économique, et vida la république de sa substance.

Quant aux USA, pour la classe dirigeante esclavagiste des Etats du Sud, une république d'anciens esclaves était un exemple inadmissible, qui ferait oublier aux Noirs leur place «naturelle» en ce monde, celle d'esclaves. Les USA sont donc régulièrement intervenus en Haïti, bien après l'abolition de l'esclavage, et jusqu'à nos jours, plongeant volontairement ce pays dans sa triste situation actuelle. Les USA, ces grands héros de la «liberté» (des esclavagistes)...

Des penseurs romanciers

Le livre de Jean-Jacques Cadet, docteur en philosophie à l'Université Paris 8 et enseignant à l'École Normale Supérieure à Haïti, publié récemment aux éditions Delga a le mérite de permettre de découvrir Haïti par un autre prisme: celui de sa pensée marxiste. Il s'agit de

sa thèse de doctorat, remaniée en vue de la publication, non d'un ouvrage grand public. Un lecteur peu habitué à lire des monographies universitaires pourrait trouver l'ouvrage passablement aride et difficile à suivre. Mais qui fera l'effort de le lire ne le regrettera pas.

Jean-Jacques Cadet y suit six penseurs marxistes haïtiens, Etienne Charlier, Jacques Stephen, Alexis (Jacques La Colère), René Depestre (le seul à être toujours de ce monde), Gérard Pierre-Charles, Yves Montas (Jean Luc) et Michel Hector (Jean-Jacques Doubout); ainsi que de fait un septième auteur, Jacques Roumain, le premier marxiste en Haïti qui marqua profondément ses successeurs. Des penseurs dont les horizons intellectuels furent très variés, et dont plusieurs furent également de grands écrivains. On pourra lire avec intérêt leurs œuvres littéraires, plus faciles à se procurer en Suisse que leurs écrits proprement politiques.

Jean-Jacques Cadet se concentre sur la période de 1946 à 1986, particulièrement riche par sa production marxiste et l'action politique communiste. Il analyse cette production sous le prisme de plusieurs enjeux systématiques: la définition de la formation socio-économique haïtienne (envisagée comme semi-féodale et semi-coloniale), la théorie de la dépendance (s'il y a du capitalisme

en Haïti, il s'agit d'un capitalisme hétéronome, subordonné à celui des centres impérialistes), leur intérêt pour la question de l'aliénation, et leurs débats avec d'autres traditions. Avec, en filigrane, un aperçu des luttes sociales et politiques en Haïti.

Thème controversé

Il convient de dire que l'auteur soutient une thèse contestable: il veut absolument montrer que le marxisme haïtien serait «hétérodoxe», par opposition à un marxisme «orthodoxe», dont il fait une caricature confinante au sophisme de l'homme de paille. Il semble en réalité que Jean-Jacques Cadet ne connaît pas bien ce marxisme «orthodoxe»: il met d'ailleurs dans le même sac le marxisme de la II^e internationale socialiste et le marxisme-léninisme. S'ils furent des auteurs originaux et intéressants, les marxistes haïtiens ne furent pas «hétérodoxes», ou alors ni plus ni moins que les marxistes soviétiques. Sauf René Depestre, mais il finit par rompre avec le mouvement communiste...

Malgré ce biais, le livre de Jean-Jacques Cadet vaut la peine d'être lu, et permet de découvrir un pays par trop méconnu. ■

Alexander Eniline

Jean-Jacques Cadet, *Le marxisme haïtien, Marxisme et anticolonialisme en Haïti (1946-1986)*, Editions Delga, Paris, 2020, paru dans *Encre rouge*.